

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTÉ - EGALITÉ - FRATERNITÉ

Département de l'AIN — 1re Circonscription : BOURG-en-BRESSE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 5 MARS 1967

CANDIDAT du

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ELECTRICES, ELECTEURS,

Le 5 mars prochain, vous élirez vos députés.

Il s'agit de savoir si la politique actuelle va continuer.

Malgré l'augmentation de la production, le pouvoir d'achat de nombreux travailleurs diminue. Quatre millions d'entre eux gagnent moins de 600 francs par mois. La semaine de travail est la plus longue d'Europe. L'ombre du chômage s'étend sur des régions entières. La construction de logements sociaux diminue et le prix des loyers s'élève. La Sécurité sociale est menacée.

Les faveurs de l'Etat sont accordées aux gros agriculteurs au détriment de l'exploitation familiale.

La recherche scientifique est défavorisée.

L'équipement scolaire retarde, l'accès de l'enseignement supérieur est barré à la plupart des enfants d'ouvriers et de paysans, la moitié des jeunes gens et les trois quarts des jeunes filles commencent à travailler sans formation professionnelle.

QUI ACCAPARE LES RICHESSES CRÉÉES PAR LE LABEUR DES FRANÇAIS ?

Les profits des grands capitalistes n'ont cessé de croître en neuf ans. Le gouvernement détourne pour eux une part énorme du revenu de la nation en leur accordant des privilèges financiers scandaleux. La fiscalité leur est légère alors qu'elle frappe durement les masses populaires.

Les dépenses militaires engloutissent un quart du budget. La force de frappe pèse lourdement sur notre économie. Ruineuse, elle freine notre équipement social. Dangereuse, elle fait de la France une cible en cas de conflit. Elle constitue un obstacle au désarmement, un encouragement aux prétentions des revanchards ouest-allemands à un armement nucléaire.

Depuis près de neuf ans, par une Constitution antidémocratique et une loi électorale injuste, le pouvoir gaullliste s'appuie à l'Assemblée nationale sur une majorité docile pour imposer sa politique.

Ce régime, qui se présente comme celui de l'ordre et de la stabilité, n'est en réalité qu'un régime autoritaire au service des monopoles capitalistes.

Le Parti Communiste Français refuse l'autoritarisme d'aujourd'hui soutenu par les candidats gaullistes. Il refuse tout autant le retour au passé et la soumission aux dirigeants américains, voulus par les candidats du prétendu « Centre » de Lecanuet. Il refuse la politique de réaction sociale des gaullistes et des « centristes ».

Le Parti Communiste Français veut contribuer à la création d'un régime nouveau, d'une démocratie réelle. Il propose un programme novateur.

LE PARTI COMMUNISTE LUTTE POUR LA DEMOCRATIE

Il veut un gouvernement dont la stabilité soit fondée sur l'élection d'une véritable Assemblée nationale, sur la cohésion des forces démocratiques et une large participation du peuple à la gestion des affaires publiques.

LE PARTI COMMUNISTE EST LE PARTI DU PROGRÈS SOCIAL

Son programme prévoit de s'attaquer à la domination du grand capital en nationalisant les branches essentielles de l'économie et en assurant l'expansion économique et le progrès social par un plan démocratique. Il préconise une réforme démocratique de l'enseignement. Il vise à **l'augmentation générale des salaires, traitements, pensions, à la réduction de la durée de la semaine de travail, à l'abaissement de l'âge de la retraite, à assurer la garantie de l'emploi, à l'amélioration de la condition féminine,** à la construction des logements nécessaires et à l'équipement social indispensable. Il propose **l'élévation des conditions de vie des paysans travailleurs et une agriculture moderne par le soutien à la coopération agricole. Il tend à assurer l'avenir de la jeunesse, donc celui de la France.**

LE PARTI COMMUNISTE EST LE PARTI DE LA PAIX

La cause de la paix exige en tout premier lieu l'arrêt de l'agression américaine au Vietnam et le droit pour le peuple vietnamien de décider de son propre destin. Dans le même temps, il importe d'établir les conditions de la sécurité européenne. Le Parti Communiste lutte pour une politique de paix, de coopération européenne et internationale de désarmement conforme à l'intérêt national.

Le Parti Communiste Français n'a cessé, depuis le premier jour de combattre le pouvoir personnel.

Il travaille à réunir tous ceux qui veulent assurer la relève démocratique du pouvoir réactionnaire.

Il se réjouit de l'accord conclu avec la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste. Cet accord contribue à développer le mouvement démocratique. Il aidera à réaliser l'alliance des démocrates sur un programme commun de gouvernement et à donner confiance à tous les républicains.

DÈS LE PREMIER TOUR Votez communiste contre le pouvoir personnel, contre ses alliés du « centre », et pour une démocratie nouvelle.

Votez communiste pour envoyer à l'Assemblée de nombreux députés résolus à défendre les intérêts de ceux qui travaillent.

Votez communiste pour donner à nos propositions unitaires la force de milliers et de milliers de suffrages.

POUR NOTRE DEPARTEMENT :

- **Un plan correspondant aux besoins, étudié pour les Collectivités et Assemblées élues, prévoyant l'industrialisation et l'équipement de zones défavorisées à classer d'urgence en zones prioritaires.**
- **Nous excluons tout arbitraire dans la modalité de regroupement des communes. Celui-ci ne doit se faire que par le libre consentement, et les besoins. Le pouvoir de tutelle des districts, communautés urbaines, est incompatible à une satisfaction planifiée des besoins, et aux pouvoirs et autonomie des Conseils municipaux.**
- **Aider le développement du tourisme, et l'aménagement populaire des sites.**
- **Sauvegarder en tant que service public le réseau S.N.C.F. en s'opposant à la fermeture injustifiée des lignes DIVONNE-BELLEGARDE, à tous services et BOURG - LA CLUSE - OYONNAX, BOURG - AMBERIEU au service voyageurs ainsi que MEXIMIEUX - LYON à certains services omnibus.**
- **Satisfaire l'urgence en matière scolaire, en primaire et secondaire. En matière santé et hospitalière.**
- **Allègement des charges paralysantes qui incombent aux communes, par une prise en charge de l'Etat, de ses propres responsabilités (voirie, urbanisme, construction scolaire).**
- **Prévoir dans les plans des grands ensembles l'aménagement de salles omnisports, et des terrains de sports équipés, de piscines, de groupes scolaires, de crêches, de maisons de la jeunesse et de la culture.**
- **Construire des logements sociaux en nombres suffisants (321 H.L.M. locatifs sont prévus pour l'AIN en 1970).**
- **Sauvegarder l'exploitation familiale en l'aidant à bénéficier du progrès technique, par l'aide à la véritable coopération sous toutes ses formes ; par l'allègement des charges sociales et fiscales. Par des prêts de faveur à ceux qui veulent travailler.**
- **Suppression de la T.V.A. pour les artisans et commerçants.**
- **Suppression progressive des abattements de zones.**
- **Il est possible de satisfaire ces besoins par la libération des sommes investies dans la Force de Frappe. Par une réforme de la fiscalité. Par la nationalisation et gestion démocratique des banques, et secteurs clés de l'économie. Dans une démocratie de Progrès social et de Paix.**

Votez Marcel BENOIT

Cultivateur
Secrétaire Fédéral du P.C.F.

Suppléant : **André RICOL** Ouvrier Métallurgiste

IMP. BERTHOD - BOURG